

Elisabeth Badinter

La Révolution sans les femmes

1789. Alors que les hommes des trois ordres rédigent fiévreusement leurs cahiers de doléances, nul ne songe à demander leur avis aux Françaises. Il ne vient à l'esprit de personne que les femmes puissent avoir des revendications spécifiques à formuler. Pour les hommes de ce temps, ralliés aux idées de Rousseau, la femme est avant tout épouse, mère et ménagère, sous la tutelle de son mari. C'est une personne mineure, comme le sont encore le nègre, le fou ou le domestique. Son royaume exclusif est le foyer. Hors de lui, elle n'est plus à sa place. Enfin, une femme respectable est celle dont on n'entend jamais parler : la grande muette. Telle est l'idéologie dominante sous la Révolution qui devait l'emporter pour longtemps et qui n'était guère propice à l'émergence de vocations révolutionnaires chez les femmes.

Celles qui vont faire parler d'elles n'appartiennent pas à la classe des « honnêtes femmes » de la bourgeoisie. Madame Roland reste une exception. Encore prit-elle grand soin de se cacher derrière son mari et de ne jamais formuler aucune revendication féministe. Les deux catégories de femmes qui ont joué un rôle durant la Révolution n'avaient pas un statut social enviable pouvant inciter les autres à les suivre. Ce sont d'abord les femmes du peuple, ouvrières en textiles (blanchisseuses, fileuses...), boutiquières, femmes des halles, etc., qui réagissent les premières en période de disette et sont à la tête des émeutes de la faim. Il en fut ainsi lors des journées d'octobre en 1789 et jusqu'en 1795. Ces femmes, capables de tout lorsqu'elles ne peuvent plus nourrir leur famille, sont toujours décrites comme une force instinctive difficile à canaliser. Les premières aussi à demander des têtes sous la Terre, elles font peur. Les autres actrices de la Révolution n'avaient guère meilleure presse aux yeux de leurs contemporains : des marginales en rupture avec leur milieu. Femme de lettre sachant à peine écrire comme Olympe de Gouges, chanteuse ou comédienne sans rôles telles Théroigne de Méricourt ou Claire Lacombe. Baronne hollandaise aux origines douteuses comme Etta Palm. Ni épouses, ni mères, ces femmes libres, parfois entretenues, vivaient d'expédients. Elles étaient toutes hors des normes de la respectabilité. Que demandaient-elles ? Le droit au travail, à l'instruction, au divorce, et surtout l'exercice de leurs droits civiques comme des citoyens à part entière. Sans jamais remettre en cause les devoirs propres à leur sexe, ces femmes voulaient à tout prix devenir les égales des hommes et participer comme eux à la souveraineté populaire. Pour montrer qu'elles étaient dignes d'un tel honneur, nombre d'entre elles demandèrent à se battre aux côtés des hommes lorsque la guerre fut déclarée en avril 1792. Sans se rendre compte que l'image de la femme armée faisait aussi peur que celle de l'émeutière.

Qu'ont fait les hommes de la Révolution pour leurs compagnes ? A coup sûr, ils ont changé la femme de l'ancien régime sans statut juridique personnel en un sujet de droit privé. Le mariage, devenu un contrat civil en septembre 1791 et le divorce, un an plus tard, supposaient que les parties contractantes soient égales en capacité. Dès lors, les femmes — comme les hommes — disposaient d'elles-mêmes et de leurs choix. Mesure considérable du point de vue symbolique, même si celle-ci est moins féministe dans son inspiration que laïque et antiféodale. Mais pour le reste, c'est-à-dire les droits réels et civiques, les révolutionnaires n'ont rien voulu entendre. A part quelques exceptions remarquables comme Condorcet, Romme ou le modeste Guyomar, les hommes de la Révolution se sont employés à exclure les femmes de la vie politique pour mieux les garder dans leur foyer. La nature féminine, disaient-ils, est incompatible avec les charges du pouvoir. Exaspérés par les revendications des unes et les violences des autres dans la rue, les conventionnels décidèrent, sous la Terreur, d'en finir une bonne fois avec elles. Le 30 octobre 1793, prenant prétexte de rixes féminines dans les rues, Fabre d'Églantine ouvrit les débats par une violente diatribe contre ces aventurières, ces « grenadiers femelles » qui semaient le désordre. Puis le terrible Amar lut un rapport, resté tristement célèbre chez les féministes, concluant à l'incapacité des femmes d'exercer les droits politiques et leur interdisant même de se réunir en associations. La Convention vota comme un seul homme ces résolutions qui renvoyaient les femmes chez elles et leur ôtaient la parole.

Trois semaines plus tard, le journal officiel, le *Moniteur*, commentant les exécutions successives de trois femmes aussi différentes que Marie-Antoinette (le 16 octobre), Olympe de Gouges (le 3 novembre) et Madame Roland (le 8 novembre), concluait avec autorité qu'elles avaient bien mérité la guillotine pour avoir voulu se mêler de politique et oublié les vertus de leur sexe. Triste confirmation du paradoxe dénoncé avec éclat par la belle Olympe et qui durera encore cent cinquante ans : les femmes avaient le droit de monter à l'échafaud, mais pas à la tribune.